L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI

SADC AUJOURD'HUI VOL. 21 NO 1 DECEMBRE 2018

POLITIQUE 3
STATISTIQUES 4
LEARDERSHIP 5
GESTION DE CATASTROPHES 6
INFRASTRUCTURE 7
ENERGIE 8-9
COOPERATION 10
ECONOMIE BLEUE 11
PAIX & SECURITE 12-13
GENRE 14
EVENEMENTS 15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI 16

SADC 2018

Intégration régionale renforcée par un engagement de haut niveau en faveur des

INFRASTRUCTURES TRANSFRONTALIÈRES ET L'AUTONOMISATION DES JEUNES

L'ANNÉE 2018 a été l'occasion pour la région de la SADC de réfléchir au long chemin qui mène à une communauté partagée et de consolider les acquis de l'intégration régionale en accélérant le développement d'infrastructures transfrontalières et l'autonomisation des jeunes.

Le Sommet des chefs d'État et de gouvernement organisé par la Namibie en août dernier a rappelé aux États Membres qu'il était essentiel de mettre en place une infrastructure pour relier les 16 pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Le thème du Sommet était tout à fait approprié - ***Promouvoir le développement des infrastructures et l'autonomisation des jeunes pour le développement durable.***

Cette initiative visait à encourager les États membres à donner la priorité au développement des infrastructures en tant que catalyseur essentiel de l'industrialisation, du commerce et d'une intégration régionale plus profonde, comme envisagé il y a 26 ans, lorsque la décision fut prise dans la même ville de Windhoek, en Namibie, en 1992, de rapprocher la région ensemble par le biais d'institutions et de règles communes.

De nombreuses réalisations ont été enregistrées depuis ce sommet historique, qui a transformé la SADC d'une conférence de coordination pour le développement en une communauté de développement par le biais du Traité et de la Déclaration de la SADC.

Depuis, plus de 30 instruments juridiques ont été signés, dont beaucoup sont déjà en vigueur. Le nombre de membres de l'organisation est passé à 16 pays avec un marché combiné de plus de 300 millions de personnes.

Cependant, de nombreux défis continuent de se poser à la région. Parmi eux se trouve le chômage. Les jeunes, qui représentent plus de 60% de la population de la région, n'ont pas assez d'emplois ni d'opportunités pour faire face à un avenir incertain.

L'autonomisation des jeunes a donc dominé l'agenda en 2018 avec l'engagement régional à exploiter les liens étroits entre le développement des infrastructures et l'autonomisation des jeunes, comme en témoigne la décision prise par les leaders lors du Sommet d'approuver la mise en œuvre de l'Université de transformation de la SADC.

Le secrétaire exécutif de la SADC a déclaré que l'université serait une "institution régionale essentielle pour former les jeunes et les citoyens à l'innovation et à l'entrepreneuriat dans le cadre des efforts visant à transformer l'Afrique australe en une région industrialisée".

Suite de la page 2...

SUITE DE LA PAGE 1

Prenant la parole lors du 38ème Sommet de la SADC organisé à Windhoek, le président namibien, Hage Geingob, a accepté de présider l'institution régionale jusqu'en août 2019, s'engageant à faciliter la coopération régionale dans le domaine du développement des infrastructures tout en exploitant le potentiel des femmes et des jeunes d'Afrique australe.

Le développement des infrastructures est un catalyseur pour l'autonomisation des jeunes et la création d'emplois. C'est l'une des voies par lesquelles nous pouvons nous attaquer au problème du chômage des jeunes dans la région », a déclaré le président de la SADC.

Il a été tout aussi déconcertant pour l'Afrique australe d'accélérer le rythme de la normalisation des politiques régionales au niveau national. Cela a été un maillon faible dans la mise en œuvre de la politique régionale.

Cela a donc été une bouffée d'air frais en 2018 lorsque les leaders politiques de la région ont offert un soutien sans précédent de haut niveau à la proposition de créer un Parlement régional - une institution représentative intégrale des citoyens de la SADC.

Une fois créé, le Parlement de la SADC assurerait l'harmonisation envisagée des instruments juridiques régionaux grâce à leur traduction dans les politiques et les cadres législatifs nationaux.

L'exécutif est déjà le principal moteur de l'intégration régionale par le biais d'institutions intergouvernementales au niveau des hauts fonctionnaires, des ministres ou des chefs d'État et de gouvernement.

Le pouvoir judiciaire était auparavant représenté par le tribunal de la SADC, suspendu mais bientôt reconstitué.

En ce qui concerne la promotion de l'équité et de la parité hommes-femmes, le Protocole révisé de la SADC sur le genre et le développement a été adopté et est entré en vigueur en 2018.

L'accord modifiant un protocole régional a été signé par 12 États membres au total et a été révisé pour l'aligner sur les dispositions d'autres instruments tels que les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, l'Agenda 2063 de l'Union africaine et la stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC 2015-2063.

La SADC a été témoin cette année d'une campagne agricole modérée, qui a entraîné une récolte médiocre en raison d'une mauvaise répartition des pluies.

Toutefois, l'impact de la récolte inférieure aux prévisions sur la région a été compensé par des stocks de report importants dans certains États membres tels que l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe.

En lien étroit avec cela, les voix en faveur de la réforme agraire se sont intensifiées dans la région avec des pays tels que la Namibie et l'Afrique du Sud qui se sont engagés à s'attaquer aux politiques foncières coloniales injustes et aux déséquilibres.

L'agriculture et les autres moyens de production basés sur la terre restent le principal moyen de subsistance de la plupart des habitants de la SADC, en particulier des citoyens des zones rurales, et le resteront jusqu'à ce que les secteurs de l'industrie et des services puissent offrir d'autres opportunités, en particulier pour la majorité des habitants des zones rurales.

Des pays comme le Mozambique, la Tanzanie et le Zimbabwe ont tous adopté des approches quelque peu uniques en matière d'administration et de réforme agraires, qui commencent déjà à porter leurs fruits en termes d'autonomisation de la majorité et de réduction de la pauvreté.

En ce qui concerne le développement énergétique, l'année 2018 a été marquée par le lancement officiel du Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (SACREEE) de la SADC en octobre à Windhoek.

SACREEE devrait être le fer de lance de la promotion du développement des énergies renouvelables dans la région.

Un autre développement majeur dans le secteur de l'énergie a été la décision des ministres responsables de l'énergie de créer un comité régional du gaz et d'élaborer un plan directeur qui guidera l'exploitation des vastes ressources en gaz naturel de la région.

À cette fin, le Conseil des ministres a chargé le secrétariat de la SADC de rendre opérationnel le comité régional du gaz de la SADC et a invité les États membres à désigner des représentants pour siéger à ce comité.

Les efforts pour exploiter les vastes réserves de gaz font suite aux récentes découvertes de gaz naturel au Mozambique, en Namibie, en Tanzanie et au Zimbabwe.

En ce qui concerne le développement financier, la région a augmenté le nombre de devises utilisées pour les transactions sur le système de paiement électronique intégré de la SADC (SIRESS).

SIRESS est un système de paiement électronique régional mis au point par les États membres de la SADC pour payer les transactions transfrontalières plus rapidement sans avoir à faire appel à des banques intermédiaires situées en dehors de la région.

Alors qu'auparavant toutes les transactions étaient libellées en rand sud-africain, il a été décidé cette année d'inclure d'autres devises dans le panier, à commencer par le dollar des États-Unis.

Le SIRESS a été créé en juillet 2013 et mis à l'essai dans quatre pays: Eswatini, le Lesotho, la Namibie et l'Afrique du Sud. Il est désormais opérationnel dans 14 États membres de la SADC, à l'exception de Madagascar et des Comores.

Le Secrétariat de la SADC a entamé le processus au cours de l'année pour développer un instrument juridique qui améliorera l'environnement politique pour le développement industriel.

Le protocole proposé par la SADC relatif à l'industrie devrait renforcer les économies des États membres de la SADC et garantir qu'elles sont dictées par le développement industriel et non par les exportations de ressources brutes. Le projet de protocole final devrait être prêt d'ici la fin de 2019.

La SADC, étroitement liée à cela, a entamé le processus d'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du RISDP révisé 2015-2020.

L'examen devrait éclairer la stratégie d'intégration régionale de la SADC lorsque le projet de développement actuel se termine en 2020.

Sur le plan politique, la SADC a continué de bénéficier d'un environnement généralement pacifique et stable, avec un total de quatre pays organisant des élections.

C'étaient Madagascar, le Mozambique, le Swaziland et le Zimbabwe. Cependant, Madagascar se prépare à un second tour le 19 décembre après qu'aucun candidat à la présidence n'ait amassé suffisamment de voix pour être déclaré vainqueur après les élections tenues début novembre.

Le cinquième pays, la République démocratique du Congo, devait tenir son scrutin tant attendu le 23 décembre.

Au cours de l'année, la SADC a officiellement fermé sa mission de prévention au Lesotho à la suite d'une amélioration sensible de l'environnement politique dans ce pays.

Un autre temps fort de l'année est que la SADC a également dirigé avec succès un exercice régional de maintien de la paix au Malawi, l'exercice UMODZI, en vue d'assumer ses responsabilités en matière de maintien de la paix dans le cadre de la Force africaine en attente (FAA) en janvier 2019.

La FAA est un outil important de l'architecture africaine de paix et de sécurité pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits sur le continent.

Au cours de l'année, six mouvements de libération d'Angola, du Mozambique, de Namibie, d'Afrique du Sud, de Tanzanie et du Zimbabwe ont lancé l'école de leadership Mwalimu Nyerere en l'honneur du défunt président fondateur et ancien président des États de la ligne de front.

L'école offrira une formation aux techniques de leadership et aux principes politiques dans le but de renforcer l'unité et la coopération face au prochain grand défi de la région, la libération économique. ❐

SADC et Interpol révisent leur accord de coopération

LA SADC ET l'Organisation internationale de la police sont en train de réviser un accord signé il y a plusieurs années pour renforcer la coopération entre les deux organisations dans les domaines de l'application des lois et de la justice pénale.

Cela a été révélé en novembre lors d'une réunion tripartite entre le secrétaire exécutif de la SADC, le Dr Stergomena Lawrence Tax, le secrétaire général d'Interpol, Jurgen Stock et le chef du Bureau régional d'Interpol pour l'Afrique australe, Mubita Nawa, à Harare, au Zimbabwe. Stock a participé par téléconférence à partir du siège d'Interpol à Lyon, en France.

La réunion a pris note des progrès accomplis dans la finalisation de la révision de l'accord-cadre entre la SADC et Interpol, qui devrait être prêt d'ici mars 2019.

"Le cadre vise à fournir une plate-forme de coopération générale entre les deux parties", a déclaré la SADC dans un communiqué à l'issue de la réunion.

Rôle de SARPCCO

L'ORGANISATION de coopération des chefs de police régionaux en Afrique australe (SARPCCO) est la principale initiative de prévention et de lutte contre la criminalité transfrontalière en Afrique australe.

Créé en 1995 au Zimbabwe, il s'est imposé comme une référence en matière de coopération policière internationale, soutenu par le Bureau régional d'Interpol à Harare, qui coordonne ses activités et ses programmes.

SARPCCO a sept objectifs qui sont soumis à la législation nationale et aux obligations internationales des États membres:

- Promotion et renforcement de la coopération et élaboration de stratégies communes pour la gestion des crimes transfrontaliers ayant des implications régionales;
- Préparation et diffusion d'informations pertinentes sur les activités criminelles;
- Procéder à des examens réguliers des stratégies communes de gestion de la criminalité en vue de l'évolution des besoins et des priorités aux niveaux national et régional;
- Veiller au bon fonctionnement et à la gestion des casiers judiciaires et à un contrôle conjoint efficace de la criminalité transfrontalière, en tirant pleinement parti des installations pertinentes disponibles via Interpol;
- Faire des recommandations aux gouvernements des pays membres sur les questions affectant l'efficacité du maintien de l'ordre en Afrique australe;
- Formulation de politiques et de stratégies de formation régionales systématiques; et
- Mettre en œuvre des actions et des stratégies appropriées afin de promouvoir la coopération et la collaboration policières régionales.

Les crimes prioritaires traités par SARPCCO comprennent le terrorisme; vol de véhicule à moteur; drogues et produits pharmaceutiques contrefaits; crimes économiques et commerciaux; armes à feu et explosifs; le trafic d'or, de diamants et d'autres pierres et métaux précieux; crimes contre les femmes et les enfants; immigrants illégaux et documents de voyage volés et perdus; la criminalité liée aux espèces sauvages et les espèces en voie de disparition; et traite des êtres humains. ❒

Il devrait fournir et établir un cadre pour la coopération policière opérationnelle entre la SADC et Interpol et déterminer les fonctions de secrétariat pouvant être assurées au nom de la SADC à l'Organisation de coopération des chefs de police d'Afrique australe (SARPCCO) par l'intermédiaire de son bureau régional à Harare

En vertu de l'accord existant, signé en 2011, le bureau régional d'Interpol a contribué à la coordination des opérations conjointes, des enquêtes conjointes et des autres activités de SARPCCO visant à prévenir et combattre la criminalité.

En outre, le bureau régional facilite l'échange en temps utile d'informations de police entre les bureaux nationaux d'Interpol dans les États membres de la SADC et le secrétariat d'Interpol, y compris d'autres bureaux régionaux autres que celui de Harare.

Au cours de la réunion, Dr. Tax a annoncé qu'une nouvelle unité avait été incluse dans la nouvelle structure du secrétariat de la SADC afin de faciliter une coopération et une communication efficaces entre le secrétariat et le bureau régional d'Interpol, entre autres activités.

Le recrutement est en cours et le chef de l'unité devrait prendre ses fonctions d'ici février 2019.

L'accord de coopération SADC-Interpol a été signé en 2011.

Le secrétaire exécutif a félicité le bureau régional d'Interpol pour les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la coopération régionale en matière de gestion de la criminalité et a promis de continuer à soutenir le bureau afin qu'il puisse atteindre ses objectifs.

Elle a noté que la cybercriminalité et la lutte contre le terrorisme constituaient une menace grave pour la paix et la sécurité dans la SADC et dans d'autres régions.

La réunion a souligné l'importance de la planification, de la coordination, de la mise en œuvre et du suivi conjoints des activités entre le Bureau régional d'Interpol et la SADC. ❒

Plan de mise en œuvre adopté pour la stratégie de la SADC sur la nutrition

LA SADC a élaboré et adopté un Plan de mise en œuvre de sa stratégie nutritionnelle régionale.

Le plan identifie les domaines prioritaires à mettre en œuvre pour s'attaquer aux indicateurs de la nutrition dont les performances sont médiocres dans les États membres.

Les domaines prioritaires comprennent:

- ❖ Élaboration de normes régionales minimales pour l'enrichissement des aliments en micronutriments. Cela devrait permettre de lutter contre les niveaux élevés d'anémie chez les femmes en âge de procréer et les enfants, tout en améliorant la nutrition de la population en général;
- ❖ Développement d'une stratégie régionale de communication pour un changement de comportement en vue d'améliorer les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. Cela devrait permettre de traiter de nombreux indicateurs nutritionnels, notamment l'embonpoint et l'obésité, l'émaciation, le retard de croissance, l'allaitement exclusif et la carence en micronutriments;
- ❖ Élaboration de directives régionales sur les systèmes d'information nutritionnelle qui renforceront la capacité des États Membres de suivre les progrès accomplis par rapport aux objectifs de l'Assemblée Mondiale de la Santé. ❒

Bientôt le Protocole de la SADC sur les Statistiques

L'ÉLABORATION d'un instrument régional de réglementation des activités visant à collecter des informations statistiques régionales opportunes et précises est essentielle à la formulation efficace des politiques et à la mise en œuvre du programme d'intégration de la SADC.

Actuellement, la plupart des informations statistiques sont produites et diffusées par les systèmes statistiques nationaux de divers États membres, principalement pour leurs besoins respectifs en informations.

Bien que ces informations statistiques nationales soient importantes et alimentent la génération de statistiques régionales qui éclairent les politiques, les stratégies et les plans de mise en œuvre au niveau de la SADC, les différences entre les systèmes statistiques nationaux, à la fois en termes de couverture des données et de méthodes statistiques, posent un sérieux défi pour la consolidation et la qualité de l'information régionale.

Afin de relever ce défi, l'Afrique australe s'est engagée dans un processus visant à développer un système statistique régional (SRSS) coordonné et réglementé.

L'objectif principal du SRSS est de soutenir l'intégration régionale en mettant à disposition des informations statistiques régionales pertinentes, opportunes et précises, qui seront utilisées pour la formulation des politiques, la planification, le suivi du protocole et la prise de décision.

"L'instrument est nécessaire pour s'assurer que les arrangements institutionnels pour la collecte, le traitement et la diffusion des statistiques régionales sont formalisés et dotés des capacités adéquates", selon un document produit par le secrétariat de la SADC.

Le SRSS devrait être l'un des résultats du projet de protocole sur les statistiques de la SADC. « Guidé par les principes de la Charte africaine de la statistique, le protocole envisagé devrait également fournir un cadre pour faire respecter les normes minimales en matière de statistiques de qualité et permettre au Secrétariat de collecter des statistiques auprès des États membres. »

Le protocole proposé devrait améliorer le niveau de développement statistique aux niveaux national et régional et faciliter "la poursuite du suivi et de la mesure des progrès des agendas de développement aux niveaux national, régional, continental et mondial".

La signature et la ratification du protocole démontreront l'engagement des États Membres en faveur des objectifs généraux du développement statistique.

En outre, le protocole est conçu comme un instrument contraignant qui consolidera et donnera un effet juridique aux fonctions statistiques de la région de la SADC et devrait donner un mandat légal au secrétariat de la SADC pour coordonner et superviser la mise en œuvre du SRSS.

Le protocole sera aligné sur le Plan de développement stratégique indicatif régional révisé (RISDP) et les autres protocoles pertinents de la SADC, conformément au document.

Le RISDP révisé reconnaît les statistiques comme l'un des domaines d'intervention prioritaires transversaux. En fait, le schéma directeur de développement régional reconnaît que l'absence d'un cadre juridique pour les statistiques régionales est un obstacle majeur au travail du Secrétariat.

Le RISDP révisé identifie quatre domaines d'intervention clés dans le domaine des statistiques qui doivent être traités. Notamment:

- Développement d'un cadre juridique en statistique;
- Harmonisation des statistiques dans la région, y compris classification et méthodologie normalisées pour le développement de statistiques aux niveaux national et régional; et
- Fourniture de statistiques pertinentes pour l'intégration régionale. Cela incluait la mise au point de mécanismes d'échange d'informations entre le secrétariat de la SADC et les producteurs dans les États Membres et la mise au point d'une base de données statistiques régionales intégrée.

Le RISDP est un plan stratégique de 15 ans approuvé par les leaders de la SADC en 2003 en tant que schéma directeur pour l'intégration et le développement régionaux.

Le plan stratégique a été révisé en 2015 pour aligner le programme de développement de la région sur les nouvelles dynamiques régionales, continentales et mondiales telles que la nécessité de prioriser l'industrialisation dans les aspirations de développement de l'Afrique australe. ❐

L'information est la clé du développement durable

LES ASPIRATIONS de l'Afrique australe sont pour une région unie, prospère et intégrée, libérée de la pauvreté et de la faim.

Cependant, la réalisation de ces objectifs est difficile à atteindre si la région ne génère pas les informations appropriées pour éclairer les processus décisionnels efficaces.

C'est ce qu'a souligné Duncan Samikwa, responsable des services techniques de la SADC pour le programme régional d'évaluation et d'analyse de la vulnérabilité (RVAA) lors d'un atelier sur la gestion des données et de l'information tenu du 19 au 22 novembre à Johannesburg, en Afrique du Sud.

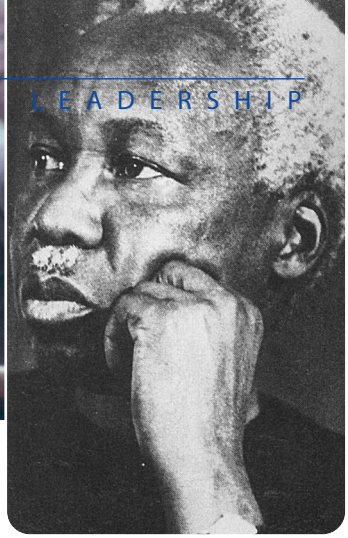
« L'un des principaux obstacles à la conception et à la mise en œuvre de meilleures politiques et interventions dans la région est le manque d'informations fiables et précises.

« Le défi pour nous est de produire les bonnes informations au bon moment et de les communiquer aux bonnes personnes de la bonne manière », a déclaré Samikwa.

Il a donc déclaré qu'il était donc important que toutes les parties prenantes de la SADC travaillent ensemble afin d'améliorer la production et l'utilisation d'informations par les décideurs politiques et les décideurs clés afin de garantir la réalisation du programme d'intégration régionale.

L'accès à l'information permet aux citoyens de la SADC d'apprécier les avantages, les opportunités et les défis de l'appartenance à une communauté partagée en Afrique australe, favorisant ainsi un sentiment d'appropriation dans les activités, programmes et projets régionaux.

Cela est conforme au Traité de la SADC et à la Stratégie de Communication et de Promotion de la SADC. Ce dernier déclare clairement que « sans communication efficace, la SADC continuera d'être mal comprise. Ses réalisations resteront invisibles et l'organisation ne réalisera pas pleinement son objectif de développement consistant à éliminer la pauvreté dans la région de la SADC, ses citoyens étant l'un des principaux moteurs de l'intégration régionale." ❐



École de leadership Mwalimu Nyerere

par Raymond Ndhlovu

L'ÉCOLE DE Leadership MWALIMU Nyerere est en cours de création en Tanzanie pour desservir l'Afrique australe en l'honneur du défunt président fondateur et ancien président des États de ligne de Front.

L'école de leadership est un effort commun de six mouvements de libération de la SADC, qui sont maintenant des partis au pouvoir et dont les pays ont acquis leur indépendance avec le soutien de Nyerere et du Comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), organisé par la République-Unie de Tanzanie.

Les six partis des mouvements de libération sont: Chama Cha Mapinduzi (CCM) de Tanzanie, Congrès national africain (ANC) d'Afrique du Sud, Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) et Organisation populaire du Sud-Ouest africain (SWAPO) de Namibie, le Front Patriotic de l'Union National Africaine du Zimbabwe (ZANU-PF) et le Front de libération du Mozambique (FRELIMO).

Une cérémonie colorée d'inauguration des travaux pour la construction de l'école a eu lieu récemment à Kibaha, dans la région côtière, près de Dar es Salaam. Les parties étaient représentées à la cérémonie par leurs secrétaires généraux respectifs qui ont pris des pelles pour préparer le terrain.

Ils travailleront ensemble à la création de la Mwalimu Nyerere Leadership School, avec le soutien de la Chine. Le gouvernement de la Tanzanie a fourni le terrain.

Le président John Pombe Magufuli a officié lors de la pose de la première pierre de la construction du collège avec le chef de la liaison internationale du Parti communiste chinois (PCC), Song Tao.

Le regretté Nyerere a noué des relations avec la République populaire de Chine par l'intermédiaire de son premier ministre, Zhou Enlai, peu après l'indépendance de la Tanzanie en 1961, 12 ans seulement après la libération de la Chine.

Cette relation a amené la Chine à soutenir la libération de l'Afrique australe de la domination coloniale et de l'apartheid.

Le président Magufuli a évoqué la nécessité d'un leadership fort dans la région "qui obéira à l'éthique du leadership et sera capable d'apporter le développement économique à la population".

La Mwalimu Nyerere Leadership School offrira une formation aux compétences en leadership et aux principes politiques dans le but de renforcer l'unité et la coopération dans les économies africaines libératrices.

Le projet sera réalisé avec le soutien financier de la Chine et construit par la China Railway Jianchang Engineering Company (CRJE) pour un coût estimé à 45 millions de dollars.

Il s'agit de la même entreprise qui a collaboré à la construction du chemin de fer stratégique Tanzanie-Zambie (TAZARA) achevé en 1976 pour réduire la dépendance vis-à-vis des routes du sud passant par la Rhodésie et l'Afrique du Sud de l'Apartheid, et considéré comme un symbole de l'amitié sino-africaine.

Les relations contemporaines continuent à se renforcer grâce au Forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC) mis en place par l'Afrique et la Chine en 2000, qui offre une plate-forme plus structurée pour approfondir les liens entre la Chine et l'Afrique dans un large éventail de domaines allant des domaines politique aux domaines économiques.

La Mwalimu Nyerere Leadership School cherche à atteindre un leadership transformateur en proposant des cours de formation au leadership qui répondent au besoin d'améliorer les préoccupations régionales et l'intégration.

Ce projet constitue une étape importante dans la région de la SADC, en hommage à Mwalimu, connu pour le partage des valeurs d'intégrité et d'engagement dans le leadership et la réalisation de la libération de la région.

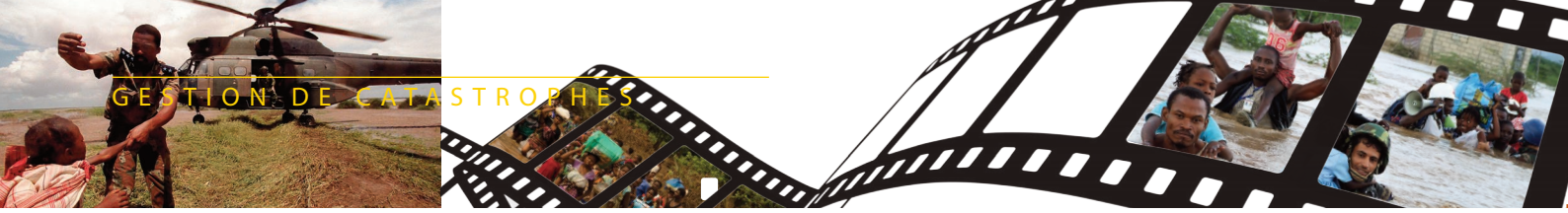
Le projet est un geste fort pour amener une jeune génération bien informée et préparée à occuper des postes de direction influents, vers un avenir commun fondé sur le développement régional.

La Mwalimu Nyerere Leadership School devrait renforcer les relations diplomatiques régionales et améliorer les rendements de l'intégration régionale, en accélérant le développement économique à travers de programmes d'études éclairés et de discussions et conférences interactives.

Le projet répond au besoin exprimé par les leaders de la SADC d'honorer le travail légendaire de Mwalimu Julius Nyerere, qui a eu pour résultat de nommer en son honneur le bâtiment de l'Union africaine pour la paix et la sécurité situé à son siège, à Addis-Abeba.

Julius Kambarage Nyerere est né le 13 avril 1922 à Butiama, dans le nord de la Tanzanie, et est décédé le 14 octobre 1999. De nombreux visiteurs de la région et d'ailleurs se rendent à Butiama pour visiter sa tombe et se rappeler comment il a utilisé sa vie pour transformer l'Afrique orientale et australe. *sardc.net* ❐

MWALIMU JULIUS Kambarage Nyerere était le père de la libération de l'Afrique australe et l'un des pères fondateurs de la SADC. Sa quête d'une société socio-économique équitable par le biais de l'autonomie collective était plus difficile qu'il ne l'avait envisagé. Il a déjà déclaré: « Nous sommes très bons pour partager la richesse en Tanzanie, mais je souhaite seulement que nous ayons créé plus de richesse à partager. " Mwalimu a souvent dit que sa génération avait atteint au moins un objectif, celui de la libération politique de l'Afrique, et que les générations suivantes devaient s'attaquer aux prochains objectifs de développement économique et de prospérité. ❐



Exploiter le rôle de l'information dans la gestion des risques de catastrophe

par Kizito Sikuka

NOUS NE POUVONS PAS arrêter les catastrophes naturelles, mais nous pouvons nous armer de connaissances afin qu'aucune vie ne soit perdue s'il y avait assez de préparation. »

Ces paroles de Petra Němcová - l'un des plus célèbres philanthropes qui a fondé une organisation qui aide les victimes de catastrophes naturelles à reconstruire leur vie - rappellent qu'il est possible pour la communauté mondiale de faire face aux défis de taille posés par les catastrophes naturelles.

La SADC a connu au cours des dernières décennies une fréquence et une gravité croissantes des sécheresses imputables au changement et à la variabilité climatique, entraînant une insécurité alimentaire. La région a connu la pire sécheresse en 35 ans au cours de la saison agricole 2015/16.

Les sécheresses fréquentes ont vu le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans la région dépassant les 22 millions par an depuis 2010, selon le Secrétariat de la SADC.

Alors, que font les États membres de la SADC pour renforcer leur capacité à faire face aux catastrophes naturelles telles que les inondations et les sécheresses, dont la fréquence et la gravité croissantes menacent de déstabiliser la région?

« Nous avons mis en place un certain nombre de mesures aux niveaux national et régional pour faire face aux conséquences des catastrophes naturelles en Afrique australe », a déclaré Rachel Nandelenga, responsable de la communication et du plaidoyer pour le programme régional d'évaluation et d'analyse de la vulnérabilité (RVAA) de la SADC lors d'un atelier régional de communication et de plaidoyer tenu à Johannesburg (Afrique du Sud) fin novembre.

L'une de ces stratégies est la mise en place du système d'évaluation et d'analyse de la vulnérabilité (VAA) en 1999, qui vise à surveiller la capacité des ménages des États membres de la SADC à faire face aux risques externes.

Parmi les éléments critiques de la VAA figurent les prévisions météorologiques et de production végétale, l'analyse économique des ménages et les enquêtes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Par exemple, chaque année, un rapport présentant un aperçu de la situation en matière de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance dans la région est produit et diffusé aux parties prenantes, y compris les décideurs, pour leur permettre de planifier et de se préparer efficacement avant une catastrophe naturelle.

Le système VAA est mis en œuvre par le biais de comités nationaux multisectoriels d'évaluation de la vulnérabilité, composés des ministères, des organisations non gouvernementales et des partenaires internationaux de coopération concernés.

À l'heure actuelle, un total de 14 États membres de la SADC disposent de comités d'évaluation des vulnérabilités pleinement opérationnels. Les deux pays restants, l'Union des Comores et Maurice, devraient établir prochainement les comités. Les Comores sont le dernier membre de la SADC.

Pour compléter les comités d'évaluation nationaux, la SADC a créé le Comité régional d'évaluation de la vulnérabilité (RVAC) en 2000 afin d'orienter et de coordonner la mise en œuvre du système de VAA aux niveaux national et régional.

Le RVAC a mis au point un programme RVAA visant à renforcer la capacité des États Membres d'entreprendre et d'utiliser des évaluations de la vulnérabilité afin d'éclairer la formulation des politiques, les programmes de développement et les interventions d'urgence menant à une réduction de la vulnérabilité dans la région.

Coordonné par l'Unité de réduction des risques de catastrophe (DRRU) du Secrétariat de la SADC, le programme, qui doit être mis en œuvre en trois phases (voir le tableau 1 pour les différentes phases), vise à intégrer davantage les systèmes de VAA dans les structures administratives et financières des États membres afin de garantir la bonne mise en œuvre du programme.

Depuis sa création en 2006, le programme RVAA a considérablement progressé en fournissant des informations opportunes et crédibles qui ont influencé les politiques et ses produits constituent désormais un point de référence essentiel pour les décideurs en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cependant, les experts en communication réunis à Johannesburg pour discuter de la RVAA de la SADC ont déclaré qu'il était nécessaire de développer une stratégie de communication efficace visant à créer une meilleure compréhension du programme et de ses produits.

À cette fin, un plan de communication et de plaidoyer couvrant la période 2018-2021 a été élaboré pour mobiliser soutien et ressources, ainsi que créer un environnement propice à la mise en œuvre des activités VAA et améliorer la production, le conditionnement, la diffusion et l'utilisation de Produits VAA.

Le projet de plan de communication et de plaidoyer propose un certain nombre de stratégies, y compris la nécessité de disposer de correspondants pour la communication et le plaidoyer du RVAC au niveau des États membres.

L'atelier de communication et de plaidoyer organisé par la SADC RVAA, qui s'est tenu du 19 au 21 novembre, a examiné le projet de plan de communication et de plaidoyer du programme RVAA et a permis aux responsables des communications de se doter des compétences nécessaires pour communiquer et diffuser efficacement les produits VAA. *sardc.net* ❐

Phases du programme RVAA

Phase 1 (2005- 2011)	Phase 2 (2012 – 2016)	Phase 3 (2017-2021)
• VAC établis • Méthodologie VAA et outils développés • Le programme a éclairé les approches plus larges de la lutte contre l'insécurité alimentaire, y compris les filets de sécurité et la protection sociale	• La portée de la VAA a été élargie pour inclure les zones urbaines et les problèmes de vulnérabilité chroniques tels que le genre, le VIH / SIDA et la nutrition • Directives pour l'intégration de la vulnérabilité urbaine; la nutrition, le genre et le VIH; et les marchés dans VAA ont été développés et pilotés • De grands progrès ont été accomplis pour influencer les politiques et les programmes grâce aux produits et aux rendements VAC.	• Notre objectif est de maintenir la qualité de la VAA et de l'élargir à la vulnérabilité chronique, de contribuer à des moyens de subsistance résilients au changement climatique et de relever les défis de l'institutionnalisation et du développement des capacités des NVAC. • Les trois domaines d'intervention - Institutionnalisation et développement des capacités; - Renforcement des approches et des outils; et - Plaidoyer et développement du leadership

Source: RVAA Programme Brochure

L'engagement politique est la clé du succès des projets d'infrastructure PIDA

S'ATTAQUER AU déficit d'infrastructure demeure un impératif que les gouvernements africains devraient continuer à prendre au sérieux si le continent veut réaliser les aspirations de sa population telles qu'elles sont inscrites dans son plan de développement, l'Agenda 2063 et l'agenda mondial pour le développement durable.

Les experts en infrastructures qui se sont rencontrés lors de la 4ème Conférence du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA), tenue à Victoria Falls (Zimbabwe) en novembre, ont reconnu la nécessité d'un engagement politique pour développer des projets d'infrastructure transfrontaliers clés qui intégreront le continent et bénéficieront à ses citoyens.

Compte tenu du retard d'infrastructures sur le continent, nous devons poursuivre nos efforts pour accélérer le développement de projets d'infrastructures clés », lit-on dans un communiqué publié à l'issue de la réunion.

Les experts ont noté que les projets PIDA, en particulier les projets d'infrastructures transfrontaliers, ont la capacité de renforcer l'intégration régionale «et constituent une condition préalable pour libérer le potentiel de croissance de l'Afrique ».

PIDA est un projet de transformation des infrastructures africaines pour la période 2012-2040.

Le programme a été adopté par les leaders africains en janvier 2012 et fournit un cadre stratégique pour les projets d'infrastructures prioritaires susceptibles de transformer le continent en une région interconnectée et intégrée.

La réunion a noté que l'Afrique devait améliorer le taux de mise en œuvre de ses projets d'infrastructures prioritaires en construction de 32% actuellement à plus de 50% pour réaliser ses aspirations en matière de développement.

En outre, les experts ont appelé à la création d'un environnement favorable permettant au secteur privé de s'associer aux gouvernements pour le développement des infrastructures sur le continent.

"L'établissement de cadres et de mécanismes de bonne gouvernance pour les projets d'infrastructure en Afrique renforcera non seulement la confiance des investisseurs, mais garantira également la livraison rapide des projets dans les limites du budget et conformément aux spécifications", ont-ils déclaré.

Il est également essentiel que le continent mette en place une infrastructure bancaire et intelligente, dotée d'une orientation transfrontalière, afin de stimuler la croissance socioéconomique sur le continent.

"Réduire les risques liés aux projets est nécessaire et essentiel pour garantir leur capacité à attirer des capitaux qui sont restés en grande partie insaisissables", a déclaré le communiqué.

Les délégués ont convenu que l'infrastructure ne devrait pas rester dans le domaine du secteur public, les gouvernements étant invités à faire participer le secteur privé à des projets à long terme.

La réunion a souligné l'importance d'institutions fortes dans le développement des infrastructures en Afrique.

Les institutions compétentes devraient faciliter le renforcement des capacités dans les domaines clés du développement des infrastructures sur le continent. Cela renforcera les capacités techniques et les compétences à tous les niveaux du cycle de vie du projet, ainsi que les institutions concernées, afin de garantir une infrastructure de développement et de gestion efficace », indique le communiqué.

La réunion a recommandé la création de groupes de travail spécifiques au projet PIDA chargés de la transparence et de la diffusion des données; le travail de plaidoyer; le développement de projets; l'examen et le financement; les partenariats et le renforcement des capacités.

Les partenaires de coopération, y compris la Commission de l'Union africaine (CUA), l'Agence du NEPAD, la Banque africaine de développement et la Commission économique pour l'Afrique (CEA), ont juré de continuer à travailler ensemble pour mettre en place des mécanismes durables de renforcement des capacités pour les secteurs d'infrastructure clés sur le continent et d'investir dans les efforts pour accélérer le développement de projets d'infrastructure clés.

Les partenaires se sont en outre engagés à lancer et à utiliser la boîte à outils PIDA pour la création d'emplois dans le cadre de cet ensemble, qui permettra d'attirer et de convaincre les principales parties prenantes, y compris les financiers et les partenaires au développement, des avantages des projets prioritaires du PIDA en phase de construction.

Il a également été recommandé que le plan d'action prioritaire PIDA (2020-2030) s'inspire du processus de consultation et d'examen en cours et s'assure de disposer d'une liste réaliste de projets devant inclure tous les secteurs.

Dans son allocution à la réunion, le ministre d'Etat zimbabwéen de la province du Matabeleland-Nord, Richard Moyo, a déclaré qu'il était nécessaire que l'Afrique accélère la mise en œuvre des projets PIDA.

« Cela nous permettra d'intensifier le processus d'intégration du continent. Nous devons avoir le bon mélange d'infrastructures et aligner nos projets d'infrastructure nationaux sur le programme PIDA pour un gain collectif », a-t-il déclaré, ajoutant que rien n'était impossible si l'Afrique unie restait concentrée sur ce qu'elle aurait convenu.

Le directeur général du NEPAD, Ibrahim Mayaki, a exprimé son accord, indiquant qu'il était nécessaire que le continent accélère la réalisation des projets d'infrastructure.

Nous devons continuer à permettre un dialogue constructif avec tous les partenaires, y compris le secteur privé, afin de pouvoir donner des résultats concrets », a-t-il déclaré.

Cheik Bedda, directeur des infrastructures à la CUA, a déclaré qu'il était essentiel que les pays africains promeuvent et adhèrent à la bonne gouvernance pour attirer des bailleurs de fonds potentiels et assurer un développement durable sur le continent.

La 4ème Semaine PIDA a eu lieu sur le thème « Réaliser l'intégration de l'Afrique par le biais d'une infrastructure intelligente et d'une bonne gouvernance ». ❐

Statut des projets PIDA

Stade du projet	Continental	AMU	COMESA	CEA	ECCAS	CEDEAO	IGAD	SADC	Total
S1: Définition du projet		2	2	13	3	9	4	13	46
S2A: pré-viabilité		4	5	6	12	1	2	8	38
S2B: Faisabilité			4	5	4	7		7	27
S3A: Structuration du projet		1	2	11	2	5	2	8	31
S3B: Support aux transactions et clôture financière		1		9	2	1		4	17
S4A: Appel d'offres			9	5	1	4	1		20
S4B:Constructure	1	1	4	19	19	22	2	12	80
S4C:Opération	1	4	7	19	2	15	1	8	57
Total	**2**	**13**	**33**	**87**	**45**	**64**	**12**	**60**	**316**

Source: PIDA

La SADC lance un centre d'énergie renouvelable

L'ÉTABLISSEMENT d'un centre régional des énergies renouvelables en Afrique australe devrait permettre d'harmoniser les normes dans une région inondée d'un flot de produits et de technologies solaires.

C'est l'un des principaux sentiments exprimés lors du lancement officiel du Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (SACREEE) de la SADC à Windhoek, en Namibie, le 24 octobre.

La majorité des intervenants au cours de la cérémonie ont déclaré que SACREEE devrait jouer le rôle de « chambre de compensation » pour l'établissement de normes dans le secteur des énergies renouvelables de la SADC.

Les acteurs du secteur sont actuellement autorisés à importer des produits et des technologies utilisant des énergies renouvelables sans respecter aucune norme.

Selon le Ministre des Ressources minérales, des Technologies vertes et de la Sécurité énergétique du Botswana, Éric Molale, la région a importé des produits et des technologies qui n'étaient pas conçus pour les conditions locales.

Il a raconté un incident dans lequel l'un de ses responsables avait acheté des panneaux solaires à un distributeur du Botswana, mais les produits avaient fondu en quelques jours car ils n'étaient pas conçus pour les conditions locales.

« SACREEE devrait donc mettre en place des normes pour nous assurer que les technologies que nous importons sont adaptées à nos conditions climatiques », a déclaré Molale.

Le Ministre namibien des Mines et de l'Énergie, Tom Alweendo, a déclaré qu'en plus d'être une chambre de compensation pour les normes dans le secteur, la création de SACREEE intervient à un moment où le paysage mondial des énergies renouvelables évolue rapidement en termes de développement de nouvelles technologies.

« Les technologies des énergies renouvelables évoluent rapidement et nous devons pouvoir évoluer avec les changements. Nous pensons que SACREEE pourrait nous aider à cet égard », a déclaré Alweendo.

SACREEE devrait être le fer de lance de la promotion du développement des énergies renouvelables dans la région, entre autres activités.

Il devrait contribuer de manière substantielle au développement de marchés régionaux prospères pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique grâce au partage des connaissances et aux conseils techniques dans les domaines de la politique et de la réglementation, de la coopération technologique, du développement des capacités et de la promotion des investissements.

Il a été convenu que le centre devrait être une institution indépendante de la SADC qui appartient aux et est soutenue par les États membres à des fins de durabilité.

Un tel développement donnerait au centre plus de pouvoir pour diriger les efforts visant à accroître l'utilisation des sources d'énergie renouvelables dans la région.

La SADC travaille en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Agence autrichienne de développement (ADA) pour accélérer la mise en œuvre.

Le Directeur général de l'ADA, Martin Ledolter, a déclaré que SACREEE aiderait la SADC à atteindre l'objectif de développement durable n ° 7 sur l'accès universel aux services d'énergie durable d'ici 2030.

« Notre partenariat avec l'ONUDI au sein du réseau mondial de centres d'énergie durable - dont SACREEE est membre - est un exemple significatif de la synergie des efforts mondiaux pour faire de l'ODD7 une réalité pour tous », a déclaré M. Ledolter.

Selon le Secrétaire exécutif de la SADC, la Dr Stergomena Lawrence Tax, environ 61% des plus de 300 millions d'habitants de l'Afrique australe obtiennent « leurs besoins quotidiens en énergie pour le chauffage et la cuisson des locaux en collectant du bois de feu, des résidus agricoles et des déchets d'animaux ».

« Les initiatives en cours au niveau national qui sont stimulées par l'engagement régional ont entraîné une augmentation de la moyenne pondérée d'accès à l'électricité de 36% en juin 2013 à 48% observée en juin 2018 », a déclaré la Dr Tax dans un discours lu en son nom par le Dr Domingos Gove, Directeur de l'alimentation, de l'agriculture et des ressources naturelles au secrétariat de la SADC.

ADA soutient sept centres d'énergies renouvelables dans le monde. Le premier centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique a ouvert ses portes en 2010 en Afrique de l'Ouest.

Cinq autres ont été établis en Afrique de l'Est, en Afrique australe, dans les Caraïbes, dans la région du Pacifique et en Amérique centrale. Un autre centre de l'Himalaya est en phase de planification.

Le lancement officiel de SACREEE fait partie de la première phase opérationnelle du centre au cours de laquelle il s'est principalement concentré sur le développement de programmes d'énergie renouvelable pour la région et la mobilisation de ressources.

Initialement programmée pour fonctionner de 2014 à 2017, la phase a été retardée d'un an.

La deuxième phase opérationnelle, de 2018 à 2021, mettra l'accent sur les activités visant à assurer la durabilité du centre après la sortie des partenaires de coopération internationaux.

Selon la Banque africaine de développement, l'Afrique australe a le potentiel de devenir une « mine d'or » pour les énergies renouvelables en raison des abondantes ressources solaires et éoliennes qui sont maintenant très recherchées par les investisseurs internationaux dans leur quête d'énergie propre.

Par exemple, le potentiel hydroélectrique global de la SADC est estimé à environ 1 080 térawattheures par an (TWh / an), mais la capacité actuellement utilisée n'atteint guère plus de 31 TWh / an. Un térawatt équivaut à un million de mégawatts.

La région de la SADC est également dotée de cours d'eau tels que le Congo et le Zambèze, le barrage d'Inga situé sur le fleuve Congo pouvant produire environ 40 000 mégawatts (MW) d'électricité, selon le Southern African Power Pool.

En ce qui concerne la géothermie, le Fonds des Nations Unies pour l'environnement et le Fonds pour l'environnement mondial estime qu'environ 4 000 MW d'électricité sont disponibles le long de la vallée du Rift en Tanzanie, au Malawi et au Mozambique. *sardc.net* ❒

La centrale de Batoka va illuminer l'Afrique australe

LA ZAMBIE et le Zimbabwe ont repris les consultations sur un projet de construction de la centrale hydroélectrique tant attendue de Batoka Gorge.

Batoka Gorge est située à environ 50 kilomètres en aval des imposantes chutes Victoria, communes aux deux pays.

Lorsqu'elle sera opérationnelle, la centrale, dont le coût est estimé à 5,2 milliards de dollars américains, aura une capacité de production pouvant atteindre 1 600 mégawatts (MW), soit suffisamment d'électricité pour contribuer de manière significative à aider les deux pays ainsi que l'ensemble de la région de la SADC à satisfaire leurs besoins en énergie.

Le président zimbabwéen, Emmerson Mnangagwa, a déclaré que les discussions avec la Zambie avaient repris pour que la construction de la centrale hydroélectrique commence rapidement.

J'ai écrit au président zambien Edgar Lungu pour lui proposer de confier à un consortium composé de Power China et de General Electric le travail sur ce projet, qui est en suspens depuis 1972, année où il a été proposé pour la première fois. »

Mnangagwa a déclaré que "le consortium est sur le point de faire une présentation" sur le plan de mise en œuvre du projet.

La Zambezi River Authority (ZRA), qui gère le fleuve Zambèze sur lequel sera construite la centrale de Batoka Gorge, a approuvé le projet il y a quelques années.

Les spécifications du projet par la ZRA indiquent que le projet sera entrepris sur une base de construction, d'exploitation et de transfert en amont du projet hydroélectrique du barrage de Kariba.

Le projet comportera deux centrales électriques souterraines situées de part et d'autre du fleuve Zambèze. Quatre turbines de 200 MW chacune seront installées, produisant au total 1 600 MW.

La centrale hydroélectrique de Batoka a été identifiée comme l'un des projets énergétiques les plus attrayants de la région, qui pourrait aider l'Afrique australe à exploiter l'énorme potentiel hydroélectrique du fleuve Zambèze.

Le financement limité a été identifié comme l'un des principaux obstacles à la réalisation de la centrale de Batoka Gorge.

Néanmoins, les deux pays sont déterminés à résoudre les problèmes et à exploiter l'énergie hydroélectrique du fleuve Zambèze.

La centrale hydroélectrique de Batoka Gorge, en construction depuis de nombreuses années, devrait être achevée d'ici cinq à six ans ❒

Plan de pool énergétique régional pour stimuler le commerce de l'énergie au sein de la SADC

LE PLAN de pool énergétique pour l'Afrique australe (SAPP) récemment adopté a la capacité d'accroître le commerce de l'énergie au sein de la SADC et de réduire le coût de l'approvisionnement en énergie dans la région.

Les experts en énergie qui se sont réunis fin novembre dans l'atelier de diffusion du plan de pool SAPP en Afrique du Sud ont déclaré que ce plan tirait parti de la complémentarité de diverses ressources énergétiques régionales pour accroître l'accès, réduire le délestage et améliorer la qualité de service dans la région.

Sur la période 2017-2040, le plan de pool vise à identifier un ensemble fondamental d'investissements d'importance régionale pour la production et le transport, susceptibles de fournir un approvisionnement en électricité adéquat à la région de manière efficace, économique, et durable sur le plan social et environnemental.

Le plan prévoit, entre autres avantages dans le secteur de l'électricité, que les énergies renouvelables, en particulier la production d'hydroélectricité et de gaz, occuperont une part considérablement accrue de la capacité de production globale de la région.

Nous enregistrons à présent 4% de l'énergie éolienne et 3% de l'énergie solaire. Nous invitons les services publics et le secteur privé à mener collectivement l'action en faveur d'une énergie plus propre pour notre population », a déclaré Stephen Dihwa, responsable du centre de coordination du SAPP.

Il a ajouté que le SAPP avait engagé des ressources pour continuer à mettre à jour les hypothèses de planification du plan de pool afin de s'assurer qu'il reflétait l'évolution rapide de l'environnement régional et les avancées technologiques du secteur de l'énergie.

Le SAPP est un organisme régional qui coordonne la planification, la production et le transport de l'électricité pour le compte des services publics des États membres en Afrique australe.

Les compagnies d'électricité des États membres de la SADC situés sur le continent, à l'exception de l'Angola, du Malawi et de la République-Unie de Tanzanie, sont interconnectées par le biais du SAPP, ce qui leur permet de se vendre de l'électricité via un marché concurrentiel. ESI ❒

Programme d'appui à la mise en œuvre du programme régional

LA SADC a signé un programme de 18,7 millions d'euros avec l'Union européenne et l'Allemagne visant à renforcer la mise en œuvre du programme d'intégration régionale.

Le secrétariat de la SADC, la délégation de l'Union européenne au Botswana et la SADC, ainsi que l'Allemagne ont lancé le programme de renforcement des capacités institutionnelles intégrées (IICB) de la SADC à Gaborone (Botswana) le 23 novembre.

Le programme IICB vise à renforcer la capacité du Secrétariat et des structures nationales des États membres de la SADC à faciliter et à coordonner la mise en œuvre des programmes régionaux définis dans le Plan de développement stratégique indicatif régional révisé de la SADC, le cadre de développement et de mise en œuvre qui guide l'agenda régional de la SADC.

Le Secrétaire exécutif de la SADC, la Dr Stergomena Lawrence Tax, a déclaré que le programme IICB mettrait l'accent sur les activités ayant un impact sur les structures de coordination sectorielles dans les domaines de l'industrialisation, de l'agriculture et du développement des infrastructures.

Le chef de la délégation de l'Union européenne au Botswana et à la SADC, Jan Sadek, a déclaré que les relations entre l'UE et la SADC avaient été très positives au cours de la dernière décennie et a indiqué que l'UE cherchait à intensifier ses relations et à les faire évoluer "vers un véritable partenariat des égaux, un partenariat fondé sur des valeurs et des intérêts communs stratégiques et avancé par le dialogue politique. "

Il a déclaré qu'au cours des quatre prochaines années, l'aide de l'UE à la SADC devrait atteindre plus de 150 millions d'euros, dont environ 80 millions d'euros seront gérés directement par la SADC.

L'ambassadeur d'Allemagne au Botswana et à la SADC, Ralf Andreas Breth, a déclaré que le lancement du programme IICB reflétait et renforçait la conviction de l'Allemagne de partager les expériences européennes et de fournir des opportunités à la SADC et à d'autres organisations régionales.

Le programme IICB est cofinancé par l'UE et le gouvernement allemand. L'UE versera un total de 13,2 millions d'euros, tandis que l'Allemagne versera 5,5 millions d'euros par l'intermédiaire du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement. ❒

La SADC et la Russie signent un accord de coopération

LA SADC et la Russie ont signé un accord de cinq ans sur les principes de base des relations et de la coopération, qui vise à fournir un cadre de coopération. L'accord a été signé le 23 octobre à Moscou, en Russie, par le secrétaire exécutif de la SADC, M. Stergomena Lawrence Tax, et le ministre des Affaires étrangères de la Russie, Sergueï Lavrov.

M. Lavrov a déclaré que la signature du mémorandum d'accord marquait le début d'un chapitre important dans la consolidation des relations entre la SADC et la Fédération de Russie.

Il a déclaré que la Russie avait intensifié ses efforts pour renforcer ses relations mutuellement bénéfiques avec l'Afrique, ajoutant que son pays continuait de soutenir diverses initiatives sur le continent, notamment le maintien de la paix et le développement des infrastructures.

Pour renforcer les relations, il a déclaré que la Russie se préparait à convoquer un sommet Russie-Afrique en 2019, réunissant des chefs d'État et de gouvernement d'Afrique et de Russie.

La Dr Tax a déclaré que la signature du mémorandum d'accord était un pas de géant dans l'établissement d'une coopération plus étroite entre la SADC et la Fédération de Russie dans l'intérêt des peuples de l'Afrique australe et de la Russie. Elle a déclaré que le Secrétariat de la SADC aidera ses États membres à élaborer et à mettre en œuvre des programmes et projets stratégiques avec des partenaires de la Fédération de Russie. ❒

La SADC et l'ONU renforcent leur coopération politique

LA SADC ET l'ONU ont convenu de renforcer la coopération et les partenariats stratégiques dans les domaines de la politique, de la paix et de la sécurité.

Lors d'une visite au Secrétariat du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques de l'ONU, Tayé-Brooke Zerihoun, en octobre, le Secrétaire exécutif de la SADC, la Dr Stergomena Lawrence Tax, s'est félicité du soutien apporté par les agences des Nations Unies à la région de la SADC.

Elle a évoqué le rôle joué par l'ONU dans le soutien et le financement d'activités critiques liées au projet de stabilisation du dialogue national au Lesotho, ainsi que les initiatives de collaboration de la SADC, de l'UA (Union africaine) et des envoyés spéciaux de l'ONU visant à aider Madagascar à réaliser des progrès sur le plan de la stabilisation politique.

La SADC, l'UA et l'ONU ont dû intervenir à Madagascar au début de cette année à la suite de violentes manifestations entre le parti au pouvoir et les forces de l'opposition.

Les anciens présidents Marc Ravalomanana et Andy Rajoelina s'opposaient à certaines des lois électorales proposées par le président sortant Hery Rajaonarimampianina, affirmant que les nouvelles lois étaient conçues pour les empêcher de participer aux élections prévues pour le mois de novembre.

La SADC a réagi en déployant l'ancien président mozambicain Joaquim Chissano pour faciliter un dialogue national visant à remédier aux tensions politiques et à parvenir à un consensus sur le processus électoral à Madagascar.

La médiation a abouti à la tenue des élections présidentielles du 7 novembre, qui n'ont pas eu un grand vainqueur et ont permis à Ravalomanana et à Rajoelina d'aller vers un second tour le 19 décembre.

Dr Tax a exprimé sa gratitude pour la collaboration avec les Nations Unies dans le cadre de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), où la SADC a déployé ses forces sous la MONUSCO.

Au cours de la réunion, ils ont discuté de diverses questions, notamment la nécessité de renforcer la coopération et les partenariats stratégiques entre les deux organisations. ❒

L'économie bleue
La " Nouvelle Frontière de la Renaissance Africaine

par Admire Ndhlovu

LA RÉCENTE conférence mondiale sur « l'économie bleue » est un événement encourageant qui a permis à l'Afrique de libérer son potentiel et d'atteindre un développement durable.

Réunis à Nairobi (Kenya) du 26 au 28 novembre pour la Conférence sur l'économie bleue, la communauté mondiale s'est engagée sur les moyens de parvenir à l'utilisation durable et à la conservation des ressources aquatiques pour améliorer le bien-être humain, l'équité sociale et les écosystèmes sains.

L'économie bleue est un terme utilisé pour désigner l'utilisation durable des ressources océaniques pour la croissance économique, l'amélioration des moyens de subsistance et la création d'emplois, tout en préservant la santé de l'écosystème océanique.

Les secteurs les plus importants de l'économie africaine aquatique et océanique sont la pêche, l'aquaculture, le tourisme, les transports, les ports, l'exploitation minière côtière et l'énergie.

L'Union africaine a maintenant qualifié l'économie bleue de « Nouvelle Frontière de la Renaissance Africaine ».
Sur les 54 pays d'Afrique, 38 sont côtiers et plus de 90% des importations et des exportations du continent se font en mer, soulignant ainsi l'importance de l'économie bleue dans le programme de développement du continent.

Sous le thème « L'économie bleue et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », la Conférence sur l'économie bleue a examiné les nouvelles technologies et les moyens novateurs d'exploiter tout le potentiel des océans, des mers, des lacs et des rivières en Afrique, ainsi que les défis, les opportunités potentielles, priorités et partenariats.

Dans ses remarques liminaires, Monica Juma, secrétaire du Cabinet kenyan au ministère des Affaires étrangères, a déclaré que les océans, les mers, les lacs et les rivières constituent un capital naturel qui pourrait être utilisé pour accélérer la croissance économique tout en créant des emplois et en réduisant la pauvreté.

À cette fin, les gouvernements, le secteur privé et la société civile se sont engagés à promouvoir une économie bleue durable dans divers domaines, notamment la protection du milieu marin, la gestion des matières plastiques et des déchets, le développement de la pêche, le financement, les infrastructures, la biodiversité et les changements climatiques.

La République-Unie de Tanzanie est résolue à intégrer l'économie bleue, y compris le changement climatique et la durabilité environnementale, dans sa planification du développement, a déclaré le président Ali Mohamed Shein de Zanzibar, qui a pris la parole à la conférence.

Pour les pays insulaires tels que Maurice, les récifs coralliens constituent un habitat pour diverses espèces aquatiques et constituent une barrière naturelle protégeant les villes et les communautés côtières des inondations.

Premdut Koonjoo, Ministre de l'Économie de l'océan, a indiqué que son objectif était de restaurer les récifs coralliens dégradés en augmentant le nombre de pépinières de coraux de 18 à 30, en effectuant une enquête sur les ressources marines afin d'identifier de nouvelles espèces et leurs stocks potentiels, ainsi qu'en surveillant et en restaurant l'herbe de mer.

De même, la politique et la stratégie de la mer du Mozambique pour 2017 comprennent des mesures visant à restaurer 5 000 hectares de mangroves d'ici 2023, ainsi que la création d'un observatoire de l'économie bleue pour coordonner, harmoniser et optimiser l'utilisation de la mer et lutter contre les déchets marins.

La Stratégie pour l'économie bleue en Namibie 2017-2022 vise, entre autres, l'exploitation minière marine, le développement du tourisme, les infrastructures et les services portuaires, et éradiquer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Le pays tient à promouvoir la chaîne de valeur bleue, en intégrant les secteurs de la pêche et du tourisme, et s'oriente déjà vers le dessalement de l'eau de mer à des fins agricoles, domestiques et industrielles. La Namibie devrait allouer 5 millions de dollars américains à la protection et à la recherche marines.

La Communauté de De Développement de l'Afrique Australe (SADC), l'un des composantes de la future Communauté économique africaine, prend déjà des mesures pour promouvoir le développement de son économie bleue.

Neuf États membres de la SADC sont côtiers et possèdent un énorme potentiel d'économie bleue - Angola, Union des Comores, Madagascar, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud et Tanzanie.

Parmi les opportunités de l'économie bleue dans la région de la SADC figurent les vastes ressources renouvelables telles que l'énergie marémotrice, les courants océaniques et la conversion de l'énergie thermique des océans, ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle issue de la pêche et de l'aquaculture.

Le tourisme maritime et côtier, la navigation, l'exploitation minière et les services écosystémiques tels que la séquestration du carbone, la filtration de l'eau, la régulation de la température et de l'atmosphère et la protection contre l'érosion et les phénomènes météorologiques extrêmes constituent d'autres opportunités pour la région.

Pour exploiter pleinement son économie bleue, la SADC s'oriente vers une stratégie visant à développer une économie maritime prospère et à exploiter pleinement le potentiel des activités en mer de manière écologiquement durable.

Divers documents régionaux, notamment le Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional révisé de la SADC (2015-2020) et la Stratégie et feuille de route pour l'industrialisation de la SADC (2015-2063), identifient l'économie bleue comme un domaine potentiel de croissance durable dans la région.

La stratégie d'industrialisation, par exemple, exige que l'initiative de l'économie bleue soit intégrée dans le développement des infrastructures nécessaires pour accélérer l'industrialisation.

Un certain nombre d'États membres de la SADC tels que Maurice, la Namibie, les Seychelles et l'Afrique du Sud ont déjà élaboré des stratégies et des mécanismes institutionnels pour l'économie bleue au niveau national.

L'initiative de l'économie bleue est donc opportune pour la région de la SADC, qui a été témoin de découvertes importantes de réserves de pétrole et de gaz naturel dans des pays tels que le Mozambique, la Namibie et la Tanzanie ces dernières années, indiquant un potentiel énorme d'exploitation de la ressource dans la région.

À cet égard, il est essentiel que la SADC et le reste du continent africain élaborent une stratégie intégrée de l'économie bleue.

Le concept d'économie bleue a été débattu dans divers forums. Il a figuré en bonne place lors du Sommet Rio + 20 tenu au Brésil en 2012, dont les résultats se sont révélés être un puissant catalyseur pour inciter de nouveaux efforts vers la mise en œuvre des engagements précédents et nouveaux sur les océans et les eaux intérieures.

Au niveau africain, l'économie bleue est encapsulée à la Stratégie maritime intégrée pour l'Afrique à l'horizon 2050 (UA-2050 AIMS) et constitue un élément central de l'Agenda 2063 de l'UA où elle est reconnue comme un catalyseur de la transformation socio-économique.

En juillet 2015, l'UA a lancé la Journée de l'Afrique (25 juillet) et la Décennie des mers et des océans 2015-2025 afin de rallier l'action sur l'économie bleue.

La conférence inaugurale sur l'économie bleue à Nairobi a rassemblé près de 19 000 participants venus de 184 pays, dont sept chefs d'État et de gouvernement et 84 ministres.
Un certain nombre de leaders de la SADC, parmi lesquels les présidents Filipe Jacinto Nyusi du Mozambique et Danny Faure des Seychelles, ainsi que le Premier ministre Saara Kuugongelwa-Amadhila de la Namibie étaient présents. *sardc.net* ❐

La SADC se prépare à mener des missions de maintien de la paix en Afrique

LE NOM de code de l'exercice régional de maintien de la paix qui vient de se terminer au Malawi représente bien ce à quoi aspire l'Afrique: un continent intégré, uni, prospère et pacifique.

L'exercice UMODZI, qui signifie en chiChewa, langue malawienne autochtone « solidarité, partenariat et unité », visait à préparer l'armée, la police et les civils de la SADC à s'acquitter efficacement de leurs tâches de maintien de la paix en Afrique.

Selon le secrétariat de la SADC, l'Afrique australe devrait assumer ses responsabilités en matière de maintien de la paix au niveau continental dans le cadre de la Force africaine en attente (FAA) en janvier 2019.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est actuellement à la tête de la liste de la FAA.

La FAA est un outil important de l'architecture africaine de paix et de sécurité pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits sur le continent.

Il s'agit d'une force de maintien de la paix multidisciplinaire composée de contingents militaires, de police et civils déployés pour faire face rapidement à une crise qui ne soit pas gênée par de lourdes charges politiques et instrumentales.

La FAA qui est devenue pleinement opérationnelle en 2016 repose sur des accords de confirmation conclus entre les cinq sous-régions de l'Afrique, à savoir l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Est, l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe.

À cet égard, il a été convenu que les différentes communautés économiques régionales ou mécanismes régionaux seraient placés sur une base de rotation tous les six mois pour diriger la FAA.

Par conséquent, la possibilité pour la SADC d'assumer ses fonctions au sein de la FAA débutera le 1er janvier 2019 jusqu'au 30 juin 2019.

La force ou la brigade en attente de la SADC a été créée dans le cadre d'un mémorandum d'accord signé par les chefs d'État et de gouvernement de la SADC à Lusaka, en Zambie, en 2007.

La force de la SADC fonctionne comme un outil de la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité de la SADC. Elle reçoit les instructions du Comité des chefs d'état-major de la Défense de la SADC et du Comité des chefs de police de la

SADC afin de contribuer à la consolidation de la paix dans la région.

Ces efforts de consolidation de la paix comprennent le désarmement et la démobilisation post-conflit et l'assistance humanitaire dans les zones de conflit et les zones touchées par des catastrophes naturelles majeures telles que la sécheresse et les inondations.

La formation du personnel est principalement assurée par le centre régional de formation au maintien de la paix de la SADC situé à Harare, au Zimbabwe, ainsi que par d'autres institutions nationales de formation au soutien de la paix.

En prévision de ses fonctions de maintien de la paix au niveau continental, la SADC a été impliquée dans un certain nombre d'exercices militaires, le dernier en date étant l'exercice UMODZI.

L'exercice UMODZI a eu lieu du 1er au 17 octobre au Malawi.

Stergomena Lawrence Tax, Secrétaire exécutif de la SADC, a déclaré que l'exercice visait à renforcer les capacités de résolution des conflits de la région et du continent, répondant ainsi à l'aspiration de l'UA à faire taire les armes d'ici 2020.

Elle a déclaré que la paix et la stabilité sont des vecteurs essentiels du développement durable et de l'intégration régionale. Il est donc nécessaire que tous les pays affichent l'esprit d'UMODZI, à savoir la solidarité, le partenariat et l'unité pour traiter et gérer tous les conflits de la SADC et de l'Afrique.

"La paix et la sécurité demeurent l'un des ingrédients essentiels du développement socio-économique durable de la région de la SADC."

Les participants à l'exercice UMODZI qui s'est déroulé au Collège des forces armées du Malawi à Salima ont été exposés à diverses formations, notamment aux complexités modernes associées aux opérations de maintien de la paix.

Les participants, parmi lesquels des militaires, des policiers et des civils des différents États membres, ont également échangé des idées et acquis des connaissances entre eux.

Cette exposition et ce réseautage sont essentiels dans la mesure où la complexité sans cesse changeante de la nature des conflits est passée du maintien de la paix traditionnel d'antan aux missions multidimensionnelles et de haute race d'aujourd'hui.

À cet égard, il est nécessaire que les opérations de soutien de la paix aux niveaux régional, continental et international soient bien coordonnées, harmonisées et intégrées afin d'assurer une cohésion efficace dans l'exécution des différentes tâches de maintien de la paix.

La SADC a organisé avec succès un certain nombre d'exercices militaires dans la région. Cela inclut le premier exercice Blue Hungwe qui s'est tenu en 1997 au Zimbabwe.

D'autres exercices notables sont Blue Crane en Afrique du Sud en 1999 et la tanzanite tenue en Tanzanie en 2002, ainsi que l'exercice Thokgamo de 2005 au Botswana et l'exercice Golfinho en Afrique du Sud en 2009. *sardc.net* ❐

Towards stability in Lesotho

LES LEADERS politiques et d'autres parties prenantes du Royaume du Lesotho se sont engagés à œuvrer de concert pour trouver une solution durable aux défis auxquels le pays est confronté.

Cet engagement a été pris lors d'un dialogue national multipartite historique tenu fin novembre dans le cadre de plans plus vastes de mise en œuvre de la feuille de route sur les réformes au Lesotho.

La feuille de route pour les réformes au Lesotho, qui est conforme aux recommandations formulées par la SADC en 2014 au gouvernement du Lesotho, est un plan de réformes multisectoriel qui cherche à identifier des solutions immédiates et à long terme pour parvenir à la stabilité politique et à la sécurité.

Réunis à Maseru du 26 au 28 novembre, les leaders politiques et d'autres parties prenantes ont convenu de mesures très diverses, notamment la nécessité de mener à bien les réformes constitutionnelles et du secteur de la sécurité d'ici à mai 2019.

Selon la feuille de route pour les réformes, les réformes constitutionnelles et du secteur de la sécurité sont l'un des points de blocage majeurs rendus nécessaires par « l'absence de consensus sur la manière de gouverner le Lesotho, y compris sur la répartition des pouvoirs ».

En outre, le secteur de la sécurité a été « largement responsable de l'instabilité politique cyclique dans le pays ».

Par exemple, l'assassinat du commandant des forces de défense du Lesotho (LDF), Khoantle Motsomotso, en septembre 2017, a menacé les efforts visant à promouvoir et à trouver une solution durable à la situation politique dans le pays.

En fait, un incident similaire impliquant un prétendu coup d'Etat en juin 2015, dirigé par l'ancien chef de l'armée, le général Maaparankoe Mahao, a plongé le pays dans une crise.

À cet égard, pour aider à résoudre les problèmes politiques au Lesotho, la SADC a déployé une force de contingence en septembre 2017 afin de surveiller la situation dans le pays.

En outre, un comité de surveillance de la SADC a été créé pour servir de mécanisme d'alerte rapide concernant la situation politique au Lesotho. Le comité a surveillé et assisté le royaume dans la mise en œuvre des décisions de la SADC.

Les efforts régionaux déployés par la SADC ont constitué un développement positif pour le pays et la réunion de dialogue de novembre a promis son "acceptation totale et inconditionnelle des décisions et recommandations de la SADC".

« Nous soulignons nos engagements vis-à-vis du rapport de la Mission d'observation de la SADC au Lesotho (SOMILES) de 2014 et de la feuille de route pour les réformes au Lesotho, qui contenait des recommandations pour une solution à long terme visant à assurer la stabilité politique et la sécurité », lit-on dans le communiqué publié à l'issue du dialogue.

« Nous approuvons l'adoption de la feuille de route pour les réformes et rappelons la recommandation de la SADC de donner la priorité aux réformes du secteur constitutionnel et de la sécurité qui devraient être achevées d'ici à mai 2019. »

Les leaders politiques et d'autres parties prenantes clés ont adopté le mandat et la nomination des membres du Comité de planification du dialogue national avec le Lesotho (CPDN).

Le CPDN va, entre autres, « élaborer un document reflétant les problèmes identifiés qui devraient être présentés pour discussion et consultation avec la population du Lesotho », selon le communiqué.

Une autre activité clé pour le comité consiste à examiner et à regrouper divers rapports de réunions et à élaborer des propositions à soumettre à la deuxième séance plénière du deuxième dialogue, qui sera consacré aux réformes de la législation et de la constitution.
Le dialogue national multipartite au Lesotho s'est tenu sous le thème « Le Lesotho que nous voulons: Réformes nationales globales."

Le Lesotho a connu une instabilité politique récurrente depuis son indépendance en octobre 1966. Les problèmes politiques ont amené le pays à organiser trois élections nationales au cours des six dernières années.

L'engagement récent des leaders politiques et d'autres parties prenantes clés constitue donc une avancée positive dans la recherche d'une solution durable aux défis politiques du pays. ❐

LA MISSION préventive de la SADC au Lesotho (SAPMIL) a été officiellement fermée à la suite d'importantes améliorations apportées à l'environnement politique dans le pays. Le SAPMIL a été lancé en novembre 2017 dans le but de créer un environnement sûr, stable et pacifique propice à la mise en œuvre de diverses décisions régionales, y compris des réformes du secteur de la sécurité. Constatant des progrès constants sur la voie de la paix et de la stabilité, la SADC a clôturé la mission le 20 novembre.

Les élections en RDC prévues pour le 23 décembre

LA SADC a exprimé sa solidarité avec le peuple de la République démocratique du Congo alors qu'il se prépare à organiser des élections générales le 23 décembre.

Cela fait suite à la destruction inattendue de matériel électoral après l'incendie du 13 décembre dans l'un des entrepôts centraux de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) à Kinshasa.

Le président de la SADC, le président namibien, Hage Geingob, a déclaré que toutes les parties prenantes devaient chercher à promouvoir une culture de tolérance et de retenue et à faire en sorte que les élections soient non seulement réussies, mais également pacifiques et transparentes.

"La SADC tient à souligner que les prochaines élections représentent une étape majeure dans l'histoire de la RDC et sont déterminantes pour l'instauration d'une paix durable et d'une stabilité politique", a déclaré le Dr Geingob dans un communiqué.

La SADC est saisie de la situation politique et électorale en RDC depuis 1998, date à laquelle le pays a rejoint la SADC.

Selon la CENI, au total 21 candidats participeront aux élections présidentielles tandis que plus de 15 000 candidats participeront aux élections législatives.

Parmi les principaux candidats à la présidentielle figure l'ancien ministre de l'Intérieur, Emmanuel Shadary, qui bénéficie du soutien du président actuel, Joseph Kabila.

Les autres sont Felix Tshisekedi, président du principal parti d'opposition, Union pour la démocratie et le progrès social; et Vital Kamerhe de l'Union pour la nation congolaise, arrivé en troisième position lors des dernières élections de 2011.

Les élections en RDC devaient initialement avoir lieu en 2016, lorsque le deuxième et dernier mandat du président Kabila a pris fin. Cependant, divers problèmes, notamment l'instabilité interne et les conflits dans l'est du pays, ainsi que le manque de capacités de la commission électorale ont empêché la tenue des élections.

Selon la constitution de la RDC, Kabila n'est pas éligible à participer aux prochaines élections. ❐

16 DAYS OF ACTIVISM

OUR STREETS TOO

25 November - 10 December 2018

16 days of activism against gender-based violence

#OurStreetsToo

STOP THE VIOLENCE
Speak out for girls' rights

La SADC s'est engagée à lutter contre la violence sexiste

par Nyarai Kampilipili

LA VIOLENCE contre les femmes et les filles est une pandémie en Afrique australe et un obstacle à l'égalité, au développement, à la paix et aux droits humains.

C'est le message de la Secrétaire exécutive de la SADC, Stergomena Lawrence Tax, dans sa contribution aux 16 jours d'activisme contre la violence sexiste.

Les 16 jours d'activisme contre la violence sexiste sont une campagne mondiale annuelle dédiée à la sensibilisation et au plaidoyer pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles.

La campagne se déroule chaque année à partir du 25 novembre, date qui marque la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes au 10 décembre, qui est la Journée des droits de l'homme.

« Nous ne pouvons pas rester silencieux et inactifs sur la violence sexiste en tant que région », a déclaré le Dr Tax, ajoutant que « le silence et la stigmatisation ont permis à la violence à l'égard des femmes de dégénérer en une pandémie ».

Elle a déclaré "en réalisant que la violence à l'égard des femmes et des filles continuait d'être un obstacle à la réalisation de l'égalité, du développement, de la paix ainsi qu'à la réalisation des droits fondamentaux des femmes et des filles", la région a mis en place diverses mesures pour relever le défi.

Par exemple, un certain nombre de documents et de cadres stratégiques régionaux, notamment le Plan de développement stratégique indicatif régional révisé et le Plan indicatif stratégique de l'Organe sur la politique, la défense et la sécurité, considèrent la violence sexiste comme un sujet de préoccupation essentiel.

En fait, ces documents régionaux énoncent clairement les principes de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes et reconnaissent la prévention et la réduction de la violence sexiste en tant que catalyseur permettant de créer un environnement propice à la paix et à la sécurité.

Le Protocole révisé de la SADC sur le genre et le développement identifie la violence sexiste comme un sujet de préoccupation et propose plusieurs approches pour faire face à cette pandémie.

Le Protocole révisé de la SADC sur le genre et le développement prévoit l'autonomisation des femmes, l'élimination de la discrimination et la réalisation de l'égalité et de l'équité entre les sexes par la promulgation d'une législation tenant compte de l'égalité des sexes et la mise en œuvre de politiques, programmes et projets.

Le protocole a été révisé en 2016 afin de l'aligner sur les questions émergentes telles que le changement climatique et les mariages d'enfants, ainsi que sur divers objectifs et instruments mondiaux tels que les objectifs de développement durable, l'Agenda 2063, la stratégie d'industrialisation et la feuille de route 2015-2063 de la SADC.

Dr Tax a déclaré intensifier la lutte contre la violence sexiste, la région a mis en place d'autres cadres juridiques tels que la stratégie régionale sur la violence basée sur le genre 2018-2030 et son cadre d'action et la stratégie régionale de la SADC sur les femmes, la paix et la sécurité 2018-2022.

La stratégie régionale de la SADC sur les femmes, la paix et la sécurité accorde l'attention voulue à la nécessité d'inclure les femmes dans les institutions et processus du secteur de la sécurité nationale et de lutter contre toute violation des droits fondamentaux des femmes et des enfants, en mettant l'accent sur la lutte contre la violence sexiste.

La stratégie régionale de la SADC en matière de violence sexiste a été élaborée pour assurer la mise en œuvre effective et efficace du Protocole révisé de la SADC sur le genre et le développement, en mettant un accent particulier sur les articles traitant de la violence sexiste.

La SADC a également élaboré le Plan d'action stratégique décennal de lutte contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (2009 - 2019).

La violence sexiste est utilisée pour manipuler et contrôler les femmes, les hommes, les garçons et les filles victimes de la traite des êtres humains. La traite des personnes a touché un certain nombre de personnes dans la SADC, dont des victimes, principalement des femmes et des enfants, soumises à l'exploitation sexuelle, au travail forcé, à l'esclavage ou même au prélèvement d'organes corporels.

Selon le Secrétariat, ces mesures, conjuguées à d'autres efforts, continuent de donner des résultats positifs en ce qui concerne la violence sexiste.

« Au cours de la dernière décennie, nous avons vu la question de la violence sexiste passer de la pénombre au premier plan des engagements et des actions visant à atteindre le développement durable », a déclaré Dr Tax.

SADC Executive Secretary, Dr Stergomena Lawrence Tax

« Les actions mondiales telles que la campagne des 16 jours sont quelques-unes des initiatives qui continuent de fournir une occasion de mobiliser des actions mondiales, régionales et nationales contre la violence sexiste. »

Elle a exhorté les États Membres à intensifier leurs actions en matière de prévention de la violence sexiste et à renforcer leurs services, ainsi que de "créer des plates-formes permettant aux sans-voix de s'exprimer, notamment en permettant de signaler, de mettre en place des centres d'accueil et des lieux sûrs pour les victimes et les survivants de la violence sexiste. "

Phumzile Mlambo-Ngcuka, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Directrice exécutive de l'ONU Femmes, a ajouté qu'elle ne pouvait toujours pas définir l'ampleur de la violence à l'égard des femmes, comme la plupart craignent des représailles.

Mlambo-Ngcuka a déclaré que la violence sexiste était associée à la stigmatisation et qu'elle avait empêché les victimes de signaler de tels cas. Il est donc essentiel que la communauté mondiale révèle la véritable étendue de ces expériences horribles.

Les 16 jours d'activisme contre la violence sexiste de cette année visent à encourager les gens à prendre la parole et à agir contre la violence sexiste. ❐

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI

SADC TODAY Vol 21 No 1 Décembre 2018

SADC AUJOURD'HUI
est produit en tant que source de référence
des activités et opportunités dans la Communauté pour le
Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des
responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,
Gaborone, Botswana
Tel +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
E-mail registry@sadc.int Website www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Egline Tauya, Admire Ndhlovu,
Phyllis Johnson, Danai Majaha, Kumbirai Nhongo, Tariro Sasa, Nyarai Kampilipili, Tanaka Chitsa,
Monica Mutero, Pedzisayi Munyoro,
Thenjiwe Ngwenya, Blessing Moyo

TRADUCTEUR
Chris Kambayi

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Internationaux de Coopération co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2018

SADC AUJOURD'HUI reçoit les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS
P1 neweralive.com, thisisafrica.com, cobbresearchlab.com, undp.org, scoopnest.com; P2 hararepost.co.zw; P4 zimbabwesituation.com; P5 cceonlinenews.com, SARDC; P6 WorldPressPhoto.com, mailandguardian.com, wp.com; P8 SACREEE.com; P12 sadc.int; P13 africanews.com, wikimedia.com; P14 twitter.com, wagggs.org; P16 news.bbc.co.uk

Abonnez-vous aujourd'hui
SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US$40 pour le reste de l'Afrique; et US$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Adel: sadctoday@sardc.net
Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
Julius K. Nyerere House,15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Tel +263 4 791 141

www.sardc.net
Connaissance pour le Développement

sardc.net @sardc.net

Austrian Development Cooperation

Ce document est produit par la SARDC dans le cadre d'un projet réalisé avec le financement de l'Agence autrichienne de développement (AAD)/la Corporation Autrichienne de Développement (CAD). La responsabilité du contenu de cette publication incombe entièrement aux auteurs. L'information et l'analyse ne reflètent pas l'opinion officielle de l'Agence autrichienne de développement /la Corporation Autrichienne de Développement

SARDC Southern African Research and Documentation Centre

Décembre 2018 – Février 2019

Décembre 2018

2-14, Pologne

COP 24 de la CCNUCC

La 24ème session de la Conférence des parties (COP24) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) réunit les dirigeants mondiaux afin de poursuivre les négociations en vue de parvenir à un consensus mondial sur les conséquences du changement climatique.

3-5, Rwanda

Conférence économique africaine

La conférence offre aux chercheurs, aux décideurs politiques et aux praticiens du développement l'occasion de débattre et de développer des connaissances sur les solutions d'intégration continentale. Le thème de cette année est « L'Intégration régionale et continentale pour le développement de l'Afrique ».

5-7, Botswana

Botswana réunion du sous-comité des finances de la SADC

La réunion du sous-comité est l'une des premières séries de réunions organisées avant le Conseil des ministres de la SADC, prévu pour le début de 2019. La réunion passera en revue et clarifiera les documents soumis au Comité des finances pour approbation par le Conseil.

19, Madagascar

2ème tour des élections présidentielles

Madagascar se prépare à un second tour le 19 décembre après qu'aucun candidat à la présidence n'ait amassé suffisamment de voix pour être déclaré vainqueur après les élections tenues début novembre. Le second tour sera disputé par deux anciens présidents, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana, qui ont mené au premier tour du scrutin présidentiel.

23, RDC

Elections législatives de la RDC

La République démocratique du Congo tiendra ses élections générales tant attendues le 23 décembre. Au total, 21 candidats participeront aux élections présidentielles, tandis que plus de 15 000 candidats participeront aux élections législatives. Le vainqueur remplacera le président Joseph Kabila, qui a déjà accompli ses deux mandats.

Janvier 2019

14-17, Abu Dhabi

Sommet mondial sur les énergies futures

Le sommet sera consacré au maintien du consensus sur les énergies propres ainsi qu'à la promotion et à la responsabilisation des nouveaux acteurs du secteur. Le sommet offre aux parties prenantes du secteur de l'énergie une occasion unique d'échanger des technologies et de partager les meilleures pratiques.

À confirmer, Égypte

32ème session ordinaire de la Conférence de l'UA

Les chefs d'Etat et de gouvernement africains se réuniront pour la 32ème Assemblée de l'Union africaine, qui sera précédée de réunions ministérielles et techniques. Le thème de l'UA pour 2019 sera « Année des réfugiés, des retournés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Afrique: Vers des solutions durables aux déplacements forcés

Février

2, Mondial

Journée Mondiale de l'Eau.

La Journée mondiale des zones humides a été célébrée pour la première fois en 1997. Depuis lors, des agences gouvernementales, des organisations non gouvernementales et des groupes communautaires ont célébré la Journée mondiale des zones humides en prenant des mesures pour sensibiliser le public aux valeurs et avantages des zones humides et en promouvoir la conservation et l'utilisation rationnelle.

19-20, Afrique du Sud

Conférence sur l'Energie en Afrique

La conférence réunira des experts internationaux et continentaux pour partager des idées et des solutions aux défis énergétiques de l'Afrique tout en explorant les vastes opportunités de développement énergétique offertes à l'Afrique.

30 ans

30 ans
Depuis la paix à Cuito Cuanavale

TRENTE ANS ont passé depuis la signature historique d'un accord de paix entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud, ouvrant la voie à l'indépendance éventuelle de la Namibie et de l'Afrique du Sud post-apartheid.

L'implication militaire de l'Afrique du Sud de l'apartheid en Angola a débuté en août 1975, avant l'indépendance de ce pays en novembre de la même année.

À partir de 1978, l'Afrique du Sud a procédé à plusieurs incursions militaires sur le territoire angolais et les a intensifiées en 1981 en représailles de la politique angolaise d'accueil de forces nationalistes sud-africaines et de la Namibie voisine, qui luttaient pour l'indépendance du régime sud-africain.

Le point tournant fut une bataille massive à la fin de 1987/88.

Cuito Cuanavale, une petite ville située dans le coin reculé du sud-est de l'Angola, dont l'importance stratégique en tant que piste d'atterrissage et son utilisation en tant que base de défense antiaérienne avancée pour le sud de l'Angola est devenue le champ de bataille d'un test militaire de testaments.

Les forces de défense sud-africaines ont déployé plus de 9 000 soldats, y compris des unités namibiennes, ainsi que leur matériel militaire le plus sophistiqué: artillerie à longue portée, chars, voitures blindées et couverture aérienne massive.

En réponse à cette montée en puissance militaire massive, les troupes cubaines se sont engagées dans les combats dans le sud de l'Angola pour la première fois en onze ans.

Auparavant, les Cubains étaient des troupes de garnison, détenant des installations clés à l'arrière et formant des soldats du gouvernement.

La lutte entre l'agression sud-africaine et la capacité de défense angolaise a entraîné de lourdes pertes en vies humaines et une perte d'équipement des deux côtés, mais la ville fortement fortifiée a tenue. Cette rencontre historique a marqué le début de négociations sérieuses même si les combats se sont poursuivis.

Des discussions ont eu lieu entre Cuba et l'Angola d'un côté et l'Afrique du Sud de l'autre côté, à Londres en mai 1988, avec la médiation des États-Unis.

Cela a été suivi d'une réunion entre les deux superpuissances, les États-Unis et l'Union soviétique, à Lisbonne (Portugal), où un plan de paix a décrit le retrait des forces cubaines et sud-africaines d'ici un an. Une série de consultations exploratoires s'est poursuivie.

Le 22 décembre 1988, l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud ont signé un accord de paix tripartite à New York.

Selon cet accord, le processus d'indépendance de la Namibie devait commencer le 1er avril 1989.

Le retrait progressif d'environ 50 000 soldats cubains devait avoir lieu jusqu'en juillet 1991; les prisonniers de guerre seraient échangés; et le départ de quelque 6 000 cadres du Congrès national africain d'Angola.

En conséquence, le Conseil de sécurité des Nations Unies a sanctionné la création de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM) chargée de surveiller le retrait des troupes cubaines.

L'accord a délicatement mêlé les intérêts des trois parties et mis fin à deux conflits de longue date: les 13 années d'hostilités entre l'Afrique du Sud et l'Angola soutenues par les forces cubaines et une guerre vieille de 22 ans entre les combattants de la liberté de l'Organisation du peuple du sud-ouest africain" (SWAPO) et les forces sud-africaines. ❒

Constitution intérimaire historique de l'Afrique du Sud

IL Y a de cela 25 ans depuis la signature historique d'une constitution provisoire qui a annoncé la fin du système d'apartheid raciste en Afrique du Sud.

Trois années de négociations ont abouti à un accord sur une constitution provisoire entre le gouvernement minoritaire sud-africain, dirigé par le parti national, son opposant historique, le Congrès national africain (ANC), et 18 autres partis, le 18 novembre 1993.

La Constitution provisoire a été approuvée par le dernier Parlement d'Afrique du Sud à définition raciale le 22 décembre 1993, exactement cinq ans après l'accord de paix de Cuito Cuanavale.

La Constitution provisoire est entrée en vigueur le 27 avril 1994. Elle a été remplacée par la Constitution définitive du 4 février 1997 en tant que Constitution de la République sud-africaine.

La déclaration de Harare du Comité ad hoc sur l'Afrique australe de l'Organisation de l'unité africaine de l'époque, en août 1989, a mis en branle la transition démocratique de l'Afrique du Sud.

Entre autres choses, la déclaration exigeait la formation d'un système politique donnant à tous les hommes et à toutes les femmes le droit et le devoir de participer à leur propre gouvernement, en tant que membres égaux de la société.

Les négociations formelles pour une constitution transitoire sud-africaine ont débuté en décembre 1991 lors de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique. ❒

JOUR FERIES DANS LA SADC

Décembre 2018 - Février 2019

1er Décembre	L'anniversaire du Prophète	Comores
8 Décembre	Immaculée Conception	Seychelles
9 Décembre	Jour de l'Indépendance	Tanzanie
10 Décembre	Journée Internationale des Droits de l'Homme	Namibie
16 Décembre	Journée de Réconciliation	Afrique du Sud
22 Décembre	Journée Nationale de l'Unité	Zimbabwe
25 Décembre	Jour de Noël	Toute la SADC à l'exception du Botswana, Malawi, Zambia
	Journée de la Famille	Angola, Mozambique
26 Décembre	Le lendemain de Noël	Lesotho, eSwatini, Tanzanie, Zimbabwe
28 Décembre	Jour de l'Incwala	eSwatini
1 Janvier	Jour de l'An	SADC
4 Janvier	Journée des martyrs de l'Indépendance	RDC
12 Janvier	Journée de la Révolution	Tanzanie
15 Janvier	Journée de John Chilembwe	Malawi
16 Janvier	Journée des Héros (Laurent Désiré Kabila)	RDC
17 Janvier	Journée des Héros (Patrice Émeri Lumumba)	RDC
21 Janvier	Thaipoosam Cavadee	Maurice
1er Février	Abolition de l'Esclavage	Maurice
3 Février	Fête des Héros	Mozambique
4 Février	Journée Nationale de la Lutte Armée	Angola
5 Février	Nouvel An chinois	Maurice